

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	14/03/2022	2022_3401
ENREGISTREMENT	29/03/2022	171511/CO/300

## CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 43/16

---

Séance du mercredi 9 mars 2022

---

Convention collective de travail modifiant la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, telle que modifiée et complétée par les conventions collectives de travail n° 43 bis du 16 mai 1989, n° 43 ter du 19 décembre 1989, n° 43 quater du 26 mars 1991, n° 43 quinquies du 13 juillet 1993, n° 43 sexies du 5 octobre 1993, n° 43 septies du 2 juillet 1996, n° 43 octies du 23 novembre 1998, n° 43 nonies du 30 mars 2007, n° 43 decies du 20 décembre 2007, n° 43 undecies du 10 octobre 2008, n° 43 duodecies du 28 mars 2013, n° 43 terdecies du 28 mars 2013, n° 43 quater decies du 26 mai 2015 et n° 43/15 du 15 juillet 2021

X X X

3.072  
3.075

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 43/16 DU 9 MARS 2022 MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 43 DU 2 MAI 1988 RELATIVE A LA GARANTIE D'UN REVENU MINIMUM MENSUEL MOYEN, TELLE QUE MODIFIÉE ET COMPLÉTÉE PAR LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL N° 43 BIS DU 16 MAI 1989, N° 43 TER DU 19 DÉCEMBRE 1989, N° 43 QUATER DU 26 MARS 1991, N° 43 QUINQUIES DU 13 JUILLET 1993, N° 43 SEXIES DU 5 OCTOBRE 1993, N° 43 SEPTIES DU 2 JUILLET 1996, N° 43 OCTIES DU 23 NOVEMBRE 1998, N° 43 NONIES DU 30 MARS 2007, N° 43 DECIES DU 20 DECEMBRE 2007, N° 43 UNDECIES DU 10 OCTOBRE 2008, N° 43 DUODECIES DU 28 MARS 2013, N° 43 TERDECIES DU 28 MARS 2013, N° 43 QUATER DECIES DU 26 MAI 2015 et N° 43/15 DU 15 JUILLET 2021**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu le cadre d'accords conclu le 25 juin 2021 au sein du Groupe des dix ;

Vu la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, enregistrée le 16 mai 1988, sous le numéro 20666, telle que modifiée et complétée par les conventions collectives de travail n° 43 bis du 16 mai 1989, enregistrée le 25 mai 1989, sous le numéro 23350, n° 43 ter du 19 décembre 1989, enregistrée le 29 décembre 1989, sous le numéro 24679, n° 43 quater du 26 mars 1991, enregistrée le 11 avril 1991, sous le numéro 26806, n° 43 quinquies du 13 juillet 1993, enregistrée le 26 juillet 1993, sous le numéro 33206, n° 43 sexies du 5 octobre 1993, enregistrée le 15 octobre 1993 sous le numéro 33902, n° 43 septies du 2 juillet 1996, enregistrée le 3 juillet 1996, sous le numéro 42146, n° 43 octies du 23 novembre 1998, enregistrée le 11 décembre 1998, sous le numéro 49605, n° 43 nonies du 30 mars 2007, enregistrée le 13 avril 2007, sous le numéro 82500, n° 43 decies du 20 décembre 2007, enregistrée le 8 janvier 2008, sous le numéro 86251, n° 43 undecies du 10 octobre 2008, enregistrée le 6 novembre 2008, sous le numéro 89461, n° 43 duodecies du 28 mars 2013, enregistrée le 10 avril 2013, sous le numéro 114500, n° 43 terdecies du 28 mars 2013 enregistrée le 10 avril 2013, sous le numéro 114501, n° 43 quater decies du 26 mai 2015 enregistrée le 5 juin 2015, sous le numéro 127223 et n° 43/15 du 15 juillet 2021 enregistrée le 7 septembre 2021, sous le numéro 166972 ;

Considérant que le cadre d'accords, conclu le 25 juin 2021 au sein du Groupe des dix, prévoit d'augmenter par l'intermédiaire d'adaptations distinctes à la convention collective de travail n° 43, le revenu minimum mensuel moyen garanti aux 1<sup>er</sup> avril 2022, 2024 et 2026 ;

Considérant que conformément au cadre d'accords précité, il convient, pour la première étape, de porter, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2022, le revenu minimum mensuel moyen garanti, à un montant unique avec pour effet de supprimer les conditions d'âge et d'ancienneté actuelles de la convention collective de travail n° 43. A cette fin, le montant du revenu minimum mensuel moyen garanti est augmenté de 76,28 euros brut ;

Considérant que cette première étape est prévue par l'article 2 de la convention collective de travail n° 43/15 du 15 juillet 2021, dont l'entrée en vigueur est fixée le 1<sup>er</sup> avril 2022 ;

Considérant toutefois que depuis la date de la signature de ladite convention, trois dépassements de l'indice pivot sont intervenus et que l'avis n° 2.277 émis par le Conseil national du Travail, le 9 mars 2022, a prévu de tenir compte de chaque dépassement de l'indice dans la période du 1<sup>er</sup> juillet 2021 jusqu'au 31 mars 2022, pour le relèvement de la borne bas salaire ;

Considérant qu'il y a lieu de maintenir un parallélisme entre le relèvement de la borne bas salaire et l'augmentation du revenu minimum mensuel moyen garanti au 1<sup>er</sup> avril 2022 ;

Considérant la nécessité d'adapter, de la même manière, le revenu minimum mensuel moyen garanti, en ce compris le complément d'augmentation, prévu en vertu de l'article 2 de la convention collective de travail n° 43/15 au 1<sup>er</sup> avril 2022 ;

Considérant dès lors la nécessité, pour une application de la nouvelle réglementation dans des conditions optimales de sécurité juridique, de remplacer, dans un souci de lisibilité, l'article 2 de la convention collective de travail n° 43/15 par une nouvelle disposition ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations présentées par le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises

- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu le 9 mars 2022, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

#### Article 1er

Au 1<sup>er</sup> avril 2022, à l'article 3 de la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, modifié en dernier lieu par la convention collective de travail n° 43/15 du 15 juillet 2021, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant de 1.625,72 euros est remplacé par le montant de 1.806,16 euros.
- 2° Les alinéas 2 et 3 de la même disposition sont abrogés.
- 3° A l'alinéa 4 de la même disposition, les mots « en application des alinéas 1, 2 et 3 » sont remplacés par les mots « en application de l'alinéa 1er » et les mots « en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2020 (chiffre-indice de février 2020) » sont remplacés par les mots « en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2022 (chiffre-indice de février 2022) ».

## Commentaire

La présente disposition a pour objet d'exécuter la première étape du cadre d'accords conclu le 25 juin 2021 par le Groupe des dix, laquelle a pour objet d'augmenter de 76,28 euros brut, au 1<sup>er</sup> avril 2022, le montant du revenu minimum mensuel moyen garanti.

Le montant du revenu minimum mensuel moyen garanti, en ce compris le complément d'augmentation a été adapté à l'indice des prix à la consommation, conformément à l'avis n° 2.277 du 9 mars 2022 émis par le Conseil national du Travail, afin de tenir compte des trois dépassements de l'indice intervenus dans la période du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 31 mars 2022.

En parallèle, cette première étape a également pour objet de porter, le revenu minimum mensuel moyen garanti, à un montant unique avec pour effet de supprimer les conditions d'âge et d'ancienneté actuelles de la présente disposition. En conséquence, les alinéas 2 et 3 de l'article 3 de la convention collective n° 43 sont abrogés.

## Article 2

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2022.

Elle pourra être révisée ou dénoncée, en tout ou en partie, à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant le respect d'un délai de préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit indiquer, par lettre ordinaire adressée au Président du Conseil national du Travail, les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion, approuvé par les membres et signé par le Président et le Secrétaire.

Fait à Bruxelles, le neuf mars deux mille vingt-deux.

Pour approbation

Pour approbation

J.-P. Delcroix  
Secrétaire

R. Delarue  
Président

Pour la Fédération des Entreprises de Belgique

VANDERHOVEN M.-N.

Pour l'« Unie van Zelfstandige Ondernemers » et l'Union des Classes moyennes, organisations présentées par le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises

DEWEVRE M.

Pour « De Boerenbond », la Fédération wallonne de l'Agriculture

BOTTERMAN C.

Pour l'Union des entreprises à profit social

DE GOLS M.

Pour la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique

VERJANS M.

Pour la Fédération générale du Travail de Belgique

ULENS M.

Pour la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

VALENTIN O.

x                    x                    x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par arrêté royal.

-----

## **MODIFICATION DU COMMENTAIRE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 43 DU 2 MAI 1988 RELATIVE À LA GARANTIE D'UN REVENU MINIMUM MENSUEL MOYEN**

---

Le 9 mars 2022, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au Conseil national du Travail ont conclu une convention collective de travail n° 43/16 modifiant la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, telle que modifiée et complétée par les conventions collectives de travail n° 43 bis du 16 mai 1989, n° 43 ter du 19 décembre 1989, n° 43 quater du 26 mars 1991, n° 43 quinquies du 13 juillet 1993, n° 43 sexies du 5 octobre 1993, n° 43 septies du 2 juillet 1996, n° 43 octies du 23 novembre 1998, n° 43 nonies du 30 mars 2007, n° 43 decies du 20 décembre 2007, n° 43 undecies du 10 octobre 2008, n° 43 duodecies du 28 mars 2013, n° 43 terdecies du 28 mars 2013, n° 43 quater decies du 26 mai 2015 et n° 43/15 du 15 juillet 2021.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs ont également estimé nécessaire d'actualiser les dispositions du commentaire pour ce qui concerne la référence à l'indice des prix à la consommation applicable, comme suit :

### **En ce qui concerne l'article 3 de la convention collective de travail n° 43**

Dans l'alinéa 1er du point a) du commentaire de l'article 3, les mots « 1er mars 2020 » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> mars 2022 » et les mots « février 2020 » sont remplacés par les mots « février 2022 ».

Dans le deuxième alinéa du point a) du même commentaire, les mots « 1er mars 2020 » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> mars 2022 ».

---



COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 43/16

---

Zitting van woensdag 9 maart 2022

---

Collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen, gewijzigd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 43 bis van 16 mei 1989, nr. 43 ter van 19 december 1989, nr. 43 quater van 26 maart 1991, nr. 43 quinquies van 13 juli 1993, nr. 43 sexies van 5 oktober 1993, nr. 43 septies van 2 juli 1996, nr. 43 octies van 23 november 1998, nr. 43 nonies van 30 maart 2007, nr. 43 decies van 20 december 2007, nr. 43 undecies van 10 oktober 2008, nr. 43 duodecies van 28 maart 2013, nr. 43 terdecies van 28 maart 2013, nr. 43 quater decies van 26 mei 2015 en nr. 43/15 van 15 juli 2021

x                    x                    x

3.072  
3.075

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 43/16 VAN 9 MAART 2022 TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 43 VAN 2 MEI 1988 BETREFFENDE DE WAARBORG VAN EEN GEMIDDELD MINIMUMMAANDINKOMEN, GEWIJZIGD EN AANGEVULD DOOR DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN NR. 43 BIS VAN 16 MEI 1989, NR. 43 TER VAN 19 DECEMBER 1989, NR. 43 QUATER VAN 26 MAART 1991, NR. 43 QUINQUIES VAN 13 JULI 1993, NR. 43 SEXIES VAN 5 OKTOBER 1993, NR. 43 SEPTIES VAN 2 JULI 1996, NR. 43 OCTIES VAN 23 NOVEMBER 1998, NR. 43 NONIES VAN 30 MAART 2007, NR. 43 DECIES VAN 20 DECEMBER 2007, NR. 43 UNDECIES VAN 10 OKTOBER 2008, NR. 43 DUODECIES VAN 28 MAART 2013, NR. 43 TERDECIES VAN 28 MAART 2013, NR. 43 QUATER DECIES VAN 26 MEI 2015 EN NR. 43/15 VAN 15 JULI 2021**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op het afsprakenkader dat op 25 juni 2021 werd gesloten in de Groep van tien;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen, geregistreerd op 16 mei 1988 onder het nummer 20666, gewijzigd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 43 bis van 16 mei 1989, geregistreerd op 25 mei 1989 onder het nummer 23350, nr. 43 ter van 19 december 1989, geregistreerd op 29 december 1989 onder het nummer 24679, nr. 43 quater van 26 maart 1991, geregistreerd op 11 april 1991 onder het nummer 26806, nr. 43 quinquies van 13 juli 1993, geregistreerd op 26 juli 1993 onder het nummer 33206, nr. 43 sexies van 5 oktober 1993, geregistreerd op 15 oktober 1993 onder het nummer 33902, nr. 43 septies van 2 juli 1996, geregistreerd op 3 juli 1996 onder het nummer 42146, nr. 43 octies van 23 november 1998, geregistreerd op 11 december 1998 onder het nummer 49605, nr. 43 nonies van 30 maart 2007, geregistreerd op 13 april 2007 onder het nummer 82500, nr. 43 decies van 20 december 2007, geregistreerd op 8 januari 2008 onder het nummer 86251, nr. 43 undecies van 10 oktober 2008, geregistreerd op 6 november 2008 onder het nummer 89461, nr. 43 duodecies van 28 maart 2013, geregistreerd op 10 april 2013 onder het nummer 114500, nr. 43 terdecies van 28 maart 2013, geregistreerd op 10 april 2013 onder het nummer 114501, nr. quater decies van 26 mei 2015, geregistreerd op 5 juni 2015 onder het nummer 127223 en nr. 43/15 van 15 juli 2021, geregistreerd op 7 september 2021 onder het nummer 166972;

Overwegende het afsprakenkader dat op 25 juni 2021 werd gesloten in de Groep van tien, waarin wordt bepaald dat het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen, via afzonderlijke aanpassingen in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43, op 1 april 2022, 2024 en 2026 verhoogd wordt;

Overwegende dat overeenkomstig dat afsprakenkader voor stap 1 het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen vanaf 1 april 2022 op een uniek bedrag wordt gebracht waardoor de huidige leeftijds- en anciënniteitsvoorwaarden van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43, wegvallen. Hiertoe wordt het bedrag van het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen verhoogd met 76,28 euro bruto;

Overwegende dat deze eerste stap wordt voorzien in artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43/15 van 15 juli 2021, dat op 1 april 2022 in werking treedt;

Overwegende echter dat de spilindex sinds de datum van de ondertekening van deze overeenkomst drie keer werd overschreden en dat het advies nr. 2.277 dat op 9 maart 2022 door de Nationale Arbeidsraad werd uitgebracht, erin voorziet dat voor de verhoging van de lageloongrens rekening wordt gehouden met elke indexoverschrijding in de periode van 1 juli 2021 tot 31 maart 2022;

Overwegende dat een parallelisme moet worden gehandhaafd tussen de verhoging van de lageloongrens en de verhoging van het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen op 1 april 2022;

Overwegende dat het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen, met inbegrip van de verhogingstoeslag, voorzien op grond van artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43/15 op 1 april 2022, op dezelfde wijze aangepast dient te worden;

Overwegende dat het derhalve, om de nieuwe reglementering in optimale omstandigheden van rechtszekerheid te kunnen toepassen, ter wille van de leesbaarheid noodzakelijk is om artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43/15 te vervangen door een nieuwe bepaling;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers:

- Het Verbond van Belgische Ondernemingen
  
- De organisaties voorgedragen door de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

- De Boerenbond
- "La Fédération wallonne de l'Agriculture"
- De Unie van socialprofitondernemingen
- Het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- Het Algemeen Belgisch Vakverbond
- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 9 maart 2022, in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

#### Artikel 1

Op 1 april 2022 worden in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen, laatst gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43/15 van 15 juli 2021, de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° In het eerste lid wordt het bedrag van 1.625,72 euro vervangen door het bedrag van 1.806,16 euro.
- 2° Het tweede en derde lid van dezelfde bepaling worden opgeheven.
- 3° In het vierde lid van dezelfde bepaling, worden de woorden "ingevolge het eerste, het tweede en het derde lid", vervangen door de woorden "ingevolge het eerste lid" en de woorden "op 1 maart 2020 van kracht is (indexcijfer februari 2020)" worden vervangen door de woorden "op 1 maart 2022 van kracht is (indexcijfer februari 2022)".

## Commentaar

Deze bepaling moet uitvoering geven aan de eerste stap van het afsprakenkader dat op 25 juni 2021 werd gesloten in de Groep van tien en dat tot doel heeft het bedrag van het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen op 1 april 2022 te verhogen met 76,28 euro bruto.

Het bedrag van het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen, met inbegrip van de verhogingstoeslag, werd aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig het advies nr. 2.277 van 9 maart 2022 van de Nationale Arbeidsraad, teneinde rekening te houden met de drie indexoverschrijdingen die zich in de periode van 1 juli 2021 tot 31 maart 2022 hebben voorgedaan.

Tegelijkertijd is het eveneens de bedoeling met deze eerste stap het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen op één uniek bedrag te brengen, met het gevolg dat de huidige leeftijds- en anciënniteitsvoorwaarden van deze bepaling worden geschrapt. Bijgevolg worden het 2<sup>de</sup> en 3<sup>de</sup> lid van artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 opgeheven.

## Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde tijd. Zij treedt in werking op 1 april 2022.

Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij geheel of gedeeltelijk worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet in een gewone brief aan de voorzitter van de Nationale Arbeidsraad de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties verbinden er zich toe die binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, wat de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst betreft, worden de handtekeningen van de personen die ze sluiten in naam van de werknemersorganisaties enerzijds en in naam van de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn goedgekeurd door de leden en ondertekend door de voorzitter en de secretaris.

Gedaan te Brussel, op negen maart tweeduizend tweeëntwintig.

Voor goedkeuring

Voor goedkeuring

J.-P. Delcroix  
Secretaris

R. Delarue  
Voorzitter

Voor het Verbond van Belgische Ondernemingen

VANDERHOVEN M.-N.

Voor de Unie van Zelfstandige Ondernemers en "l'Union des Classes moyennes", organisaties voorgedragen door de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

DEWEVRE M.

Voor de Boerenbond, "la Fédération wallonne de l'Agriculture"

BOTTERMAN C.

Voor de Unie van socialprofitondernemingen

DE GOLS M.

Voor het Algemeen Christelijk Vakverbond van België

VERJANS M.

Voor het Algemeen Belgisch Vakverbond

ULENS M.

Voor de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

VALENTIN O.

x                    x                    x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

-----

## **WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 43 VAN 2 MEI 1988 BETREFFENDE DE WAARBORG VAN EEN GEMIDDELD MINIMUMMAANDINKOMEN**

---

Op 9 maart 2022 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties een collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43/16 gesloten, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen, zoals gewijzigd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 43 bis van 16 mei 1989, nr. 43 ter van 19 december 1989, nr. 43 quater van 26 maart 1991, nr. 43 quinquies van 13 juli 1993, nr. 43 sexies van 5 oktober 1993, nr. 43 septies van 2 juli 1996, nr. 43 octies van 23 november 1998, nr. 43 nonies van 30 maart 2007, nr. 43 decies van 20 december 2007, nr. 43 undecies van 10 oktober 2008, nr. 43 duodecies van 28 maart 2013, nr. 43 terdecies van 28 maart 2013, nr. 43 quater decies van 26 mei 2015 en nr. 43/15 van 15 juli 2021.

De werkgevers- en werknemersorganisaties vonden het ook nodig de bepalingen van de commentaar als volgt aan te passen wat het indexcijfer voor de consumptieprijzen betreft:

### **Wat artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 betreft**

In het eerste lid van punt a) van de commentaar bij artikel 3, worden de woorden "1 maart 2020" vervangen door de woorden "1 maart 2022" en worden de woorden "februari 2020", vervangen door de woorden "februari 2022".

In het tweede lid van punt a) van dezelfde commentaar worden de woorden "1 maart 2020" vervangen door de woorden "1 maart 2022".

---